

Le 13 mai 2021

Antonia Urrejola Noguera
Commissaire, CIDH
Washington, D.C.

Michelle Bachelet
Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

#SOSColombia

Au nom du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, nous exprimons notre plus profonde inquiétude face aux événements atroces et brutaux qui se sont produits ces derniers jours en Colombie, ainsi que notre rejet absolu de toute violence armée exercée dans le pays contre ses propres citoyens et citoyennes.

L'ordre donné par le gouvernement du président Iván Duque a abouti au massacre de jeunes gens et de civils non armés, perpétré par la force publique. Hier soir, dans la ville de Cali, plusieurs manifestants ont été tués par la police nationale.

Nous lançons un appel impératif à la Commission interaméricaine des droits de l'homme et aux Nations Unies pour qu'elles interviennent de manière urgente en Colombie et que cesse ce carnage, de même que la brutalité policière qui s'est déchaînée pendant les jours de grève nationale dans plusieurs régions du pays.

L'impunité pour les violations aux droits de l'Homme, crimes qu'encourage l'État colombien en réponse aux manifestations de masse pacifiques, ne peut aucunement se justifier. La Colombie doit mettre un terme aux violations des droits de l'Homme, dont le nombre ne fait qu'augmenter.

Nous comprenons que la meilleure façon de résoudre les problèmes liés au travail consiste à se doter d'une représentation des travailleuses et travailleurs, et à mener une négociation collective.

C'est pourquoi nous renforçons notre appel au gouvernement colombien pour qu'il entame un dialogue qui vise à appréhender les besoins des travailleuses et travailleurs dans le cadre de la crise sanitaire, économique et sociale, résultat de la pandémie de COVID-19. Il est urgent d'agir pour éliminer la violence et trouver des solutions justes, sans recourir à diverses réformes appauvrisantes en matière de santé, de fiscalité, d'emploi et de retraite, qui retombent sur la population la plus vulnérable et ne font qu'accroître les inégalités dans le pays.

De concert avec le mouvement syndical international, notre syndicat et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, continuera à faire pression pour garantir la protection des droits des travailleuses et travailleurs, des droits syndicaux, du droit à la manifestation et de la liberté d'expression — et avant tout, du droit à la vie.

Solidarité,

Présidente nationale
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

c. c. M. Iván Duque — Président de la République de Colombie